



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES












MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

**Projet de rénovation énergétique du site du ALPHONSE JUIN
de la CCI du TARN à CASTRES.**

Référence : 25TARN01L

**Chambre de Commerce et d'Industrie du Tarn
Maison de l'économie
1 avenue du Général Hoche
81 000 ALBI**

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Projet de rénovation énergétique du site du ALPHONSE JUIN de la CCI du TARN à CASTRES. (81200)
	Type de contrat	Marché public
	Nombre de lots	2
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clause sociale	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	6 mois
	Reconduction	Sans
	Prix	Prix global et forfaitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

Sommaire

1 - Dispositions générales du contrat	6
1.1 - Objet du contrat	6
1.2 - Décomposition du contrat	6
1.3 – Variantes libres	6
1.4 – Variante exigée	6
1.5 – Prestations supplémentaire éventuelle Obligatoires :	7
1.6 – Prestations supplémentaire éventuelle facultatives	8
1.7 - Réalisation de prestations similaires	9
1.8 - Dispositif de vigilance	9
2 – Pièces contractuelles :	9
Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles	9
Forme des notifications	9
2.1 – Pièces particulières	9
2.2 – Pièces générales	10
2.3 – Indépendance des clauses	11
3 – Intervenants	11
3.1 - Conduite d'opération	11
3.2 – Assistance à Maîtrise d'ouvrage :	11
3.3 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier	11
La partie OPC sera réalisée lors des réunions Lancement et Conception	11
3.4 - Coordination des systèmes de sécurité incendie	11
3.5 - Contrôle technique	11
3.76- Sécurité et protection de la santé des travailleurs	12
3.8- Titulaire	12
Correspondant désigné par le titulaire pour l'exécution du marché	12
4 Confidentialité et mesures de sécurités :	13
Obligation de conseil	13
Obligation de discrétion	13
Exécution des prestations	13
5 - Protection des données à caractère personnel	14
6 – Durée et délais d'exécution :	14
6.1 - Délai global d'exécution des prestations	14
6.2 - Délai d'exécution	14
6.3 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution	15
6.4 - Période de préparation du marché	15
7 – Prix :	15
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	15
7.2 - Modalités de variation des prix	16
7.3 - Répartition des dépenses communes	17
8 - Garanties Financières	17
9 - Avance	18
9.1 - Conditions de versement et de remboursement	18
9.2 - Garanties financières de l'avance	18
10 Modalité de règlement des comptes :	18
10.1 - Décomptes et acomptes mensuels	18

10.2 - Présentation des demandes de paiement	19
10.3 - Délai global de paiement.....	20
10.4 - Paiement des cotraitants	20
10.5 - Paiement des sous-traitants.....	20
10.6 - Approvisionnement	20
10.7 - Prestations supplémentaires ou modificatives	21
11 Conditions d'exécution des prestations :.....	21
11.1 - Caractéristiques des matériaux et produits	21
11.2 – Conditions générales d'exécution des travaux.....	22
11.3 – Obligations du prestataire.....	22
11.4- Préparation et coordination des travaux	22
11.4.1 : Réalisation de travaux en site occupé.....	22
11.4.2- Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	23
11.4.3- Plan d'assurance qualité.....	24
11.4.4- Registre de chantier.....	24
11.5- Études d'exécution	24
11.6- Installation et organisation du chantier	24
11.6.1- Installation de chantier.....	24
11.6.2- Emplacements pour déblais et déchets :.....	24
11.6.3- Signalisation de chantier	24
11.6.4- Application de réglementations spécifiques.....	24
11.7 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier	24
11.7.1- Gestion des déchets de chantier	24
11.7.2- Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	25
11.7.3- Documents à fournir après exécution	25
12 Développement durable.....	26
13 - Réception	26
13.1 - Réception des travaux	26
13.1.1 - Dispositions applicables à la réception.....	26
13.1.2 - Réception partielle.....	26
14 Garantie des prestations.....	26
15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	27
16 - Pénalités.....	27
16.1 - Pénalités de retard	27
16.2 - Pénalité pour travail dissimulé.....	27
16.3 - Autres pénalités spécifiques.....	27
17 - Assurances.....	27
18 – Clause de réexamen :	28
18.1 – Modifications prévues dans le cadre de clauses de réexamen	28
18.2 – Modifications imposant un rendez-vous aux parties	29
18.3 – En application de l'article R.2194-6 du Code de la commande publique, le présent marché pourra être modifié notamment dans le cas suivant :	30
19 - Résiliation du contrat.....	30
19.1 - Conditions de résiliation.....	30
19.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	31
20 - Règlement des litiges et langues.....	31
Règlement amiable des différends.....	31

Règlement juridictionnel des différends	31
21 - Clauses complémentaires.....	31
21.1 - Circonstances imprévisibles	31
21.2 - Dérogations	32

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent : le projet de réhabilitation et de mise aux normes du site CCI TARN site de Castres dans le Tarn

Le projet consiste à la réhabilitation CVC et GTC du site CCI TARN site de Castres dans le Tarn, le site d'une surface de 2300 m² sur 3 zones est soumis au décret tertiaire et doit présenter une baisse de consommation de -40% d'ici 2030 et -60% d'ici 2050.

D'autre part, le système de chauffage dépasse une puissance de 290 kW thermique, ce qui implique la mise en place d'une GTC type A ou B selon la Norme NF EN ISO 52120-1 : 2022 à l'horizon 2025 pour respecter le décret BACS.

Lieu d'exécution :
CCI TARN
Site de Castres
40 Allées Alphonse Juin
81100 CASTRES

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 2 lots :

Lot(s)	Désignation
01	Réhabilitation des équipements CVC
02	Mise en place d'une gestion technique centralisée (GTC)

1.3 – Variantes libres

Aucune autre variante que la variante exigée n'est autorisée.

1.4 – Variante exigée

La réponse à l'offre de base est obligatoire.

Les candidats doivent présenter une offre entièrement conforme au cahier des charges (solution de base). Ils doivent également présenter, conformément aux articles R. 2151-9 à R. 2151-11 du Code de la commande publique, une offre comportant une variante pour le lot suivant : Lot 01 CVC

Lot	Variante exigée pour le Lot 01 CVC - Exigences minimales détaillées
01	<p>La variante doit permettre de valider l'intérêt de conserver certains équipements existants : principalement (liste non-exhaustive) la Vanne Trois Voies Bâtiments A pour le change Over du réseau VC*, les moteurs des V2V de la Sous station B, Les moteurs des V3V et des volets Air neuf de la Sous station C, certains circulateurs plus récents Wilo sous station B, éventuellement des éléments des armoires électriques.</p> <p>En complément du chiffrage, la justification de l'intérêt (financier, technique, autres...) de conserver certains équipements est attendue au niveau de la réponse.</p>

*VC : Ventilo-convecteurs

Exigences pour la Variante Obligatoire :

Selon les constatations faites lors de la visite et si nécessaire au cours d'une visite technique complémentaire - sur demande lors de la visite obligatoire et programmées par l'acheteur – le candidat détermine l'intérêt de conserver certains équipements existants :

- 1) **Récupération de Matériels** : La variante doit inclure des solutions permettant la récupération et la réutilisation des matériels notamment ceux spécifiés ci-après dont la liste n'est pas exhaustive :
 - a) la Vanne Trois Voies Bâtiments A pour le change Over du réseau « VC* »,
 - b) les moteurs des V2V de la Sous station B,
 - c) certains circulateurs plus récents Wilo sous station B,
 - d) éventuellement des éléments des armoires électriques sous station B
 - e) les moteurs des V3V et des volets Air neuf de la Sous station C,
- 2) **Synthèse Technique** : Le candidat doit fournir une synthèse technique expliquant la viabilité, la durabilité et la fiabilité de la variante proposée.
- 3) **Moins-Values** : Cette synthèse doit se concentrer uniquement sur les moins-values, c'est-à-dire les réductions de coûts ou les économies réalisées grâce à la variante.

Contenu de la Synthèse Technique

- **Description de la Variante** : Présentation détaillée de la solution proposée pour la récupération des matériels.
- **Analyse de Viabilité** : Évaluation technique et économique démontrant que la variante est réalisable et avantageuse.
- **Calcul des Moins-Values** : Démonstration des économies réalisées par rapport à la solution de base, en termes de coûts de matériaux, de main-d'œuvre, etc.

En respectant ces exigences, le candidat montre son expertise et sa capacité à répondre aux besoins spécifiques de la consultation, mais aussi son engagement envers des pratiques durables et économiquement avantageuses.

En cas de de non-réponse à la variante technique l'offre sera déclarée irrégulière.

1.5 – Prestations supplémentaire éventuelle Obligatoires :

Deux (2) prestations supplémentaires éventuelles obligatoires sont décrites au CCTP du Lot 01 CVC

Lot	PSE N°	Exigences minimales détaillées
01	4	Retubage du conduit de Fumées maçonnerie de la chaudière Condensagaz 407 (bâtiment A)
	5	Création d'un Raccord ZAG pour la chaufferie (bâtiment A)

En cas de de non-réponse aux prestations éventuelles supplémentaires obligatoires ci-dessus énoncées PSE 4 et PSE 5 l'offre sera déclarée irrégulière.

1.6 – Prestations supplémentaire éventuelle facultatives

Onze (11) prestations supplémentaires éventuelles sont décrites au CCTP du Lot 01 CVC

Lot	PSE N°	Exigences minimales détaillées
01	1	Rééquilibrage des réseaux de distribution
	2	Dépose des départs Inutiles du bâtiment A.
	3	Dépose de l'ancienne CTA Wolf Amphi A
	6	Remplacement de la Chaudière Condensagaz 407 (bâtiment A)
	7	Circulateur Primaire Froid : Ajout de Variateur communicants et Ajustement du débit minimum selon avis constructeur (bâtiment B).
	8	Création d'un départ froid spécifique (bâtiment B) vers le bâtiment A
	9	Modification du réseau Aéroréfrigérant (bâtiment B)
	10	Dépose des réseaux et équipements inutiles (bâtiment B)
	11	Suppression Ancienne Clim Mitsubishi Bat C

Huit (8) prestations supplémentaires éventuelles sont décrites au CCTP du Lot 02 GTC

Lot	PSE N°	Exigences minimales détaillées
02	1	Chiffrage des points manquants pour obtenir une GTC de Niveau B selon la Norme NF EN ISO 52120-1 : 2022.
	2	Pilotage des caissons VMC ou Double Flux ou encore de Clapets coupe-feu. A partir de la centrale incendie
	3	Pilotage de la chaudière modulante en remplacement de la Condensagaz (bâtiment A)
	4	Circulateur Primaire Froid : Pilotage des Variateur communicants installés par le lot CVC. (bâtiment B)
	5	Pilotage Réseau Aéroréfrigérant (bâtiment B)
	6	Pilotage de l'Aéroréfrigérant (bâtiment B)
	7	Pilotage des pompes sur Variateurs pour le réseaux Froid vers Bat A (bâtiment B)
	8	Remontées des informations groupe froid (bâtiment B)

1.7 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

1.8 - Dispositif de vigilance

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D.8222-5, D.8222-7 et D.8254 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne de mise à disposition, gratuitement, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>.

2 – Pièces contractuelles :

Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles

Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figuraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents préalablement échangés entre l'acheteur public et la société à la signature du présent marché.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

Forme des notifications

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, la CCI Tarn peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, permettent d'attester de la date et l'heure de leur réception :

- Échanges dématérialisés – L'article 2 de l'acte d'engagement précise l'adresse électronique valide du titulaire pour les notifications dématérialisées.
- Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation, par dérogation à l'article 3.1.2 du CCAG Travaux, dans un délai de 2 jours calendaires à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai. En ce qui concerne la notification du marché au titulaire, la date de notification est celle apposée sur l'accusé de réception de notification joint à la copie du marché.

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité.

2.1 – Pièces particulières

L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières

Le cadre de décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) par lot

Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Le programme valant cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes pour les 2 lots (A3)

Le plan incendie actuel qui montre l'évolution de la configuration de certains niveaux, (A2)

Les schémas de principes de chaufferies ou Sous Station A / B / C Originaux et Commentés avec les modifications attendues (Base – Options), (A1 A-B-C)
Un tableur Excel qui compile les Emetteurs (VC, Cassettes, Radiateurs) – Onglet Emetteurs ABC / Les équipements en Chaufferie et Sous Stations et quelques équipements Annexes (Unités de PAC ou Caissons de Ventilation) – Onglet Equipements Chaufferies et Annexes (A4)
L'analyse fonctionnelle de la GTC Existante (Scan PDF – A5)
La présentation des « VC » Wesper de 1990-1993 (A6)
La présentation des « VC » Wesper plus récents installés en remplacements ou compléments (A7)
L'Annexe APAVE (observations chaufferie A) (A8)
L'Annexe Variables et Exemple Analyses Fonctionnelles (A9)
Le planning détaillé d'exécution validé par les titulaires des lots 01 et 02, l'Assistance à Maitrise d'ouvrage et la CCI Tarn.
Le Mémoire Technique de l'entreprise
Le règlement de la consultation (RC)

Pièces contractuelles post notification (à titre non exhaustif):

- Courriers, bons de commande, acte de sous-traitance.
- Les PV de chantier, comptes rendus de chantier objet du présent marché.
- L'ensemble des documents objet du présent marché établis et remis par le titulaire à la CCI Tarn

2.2 – Pièces générales

Le code de la commande publique (modifié à droit constant) ;
Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
Les normes NF X 46-10 et NF X 46-11 concernant les travaux de désamiantage,
Les normes de conception de la série NF EN 1990 à 1999 (Eurocodes) et leurs annexes nationales
Le cahier des clauses spéciales (CCS) des documents techniques unifiés (normes NF DTU)
Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) en vigueur applicables aux marchés publics de travaux.
L'ensemble des normes et réglementations mentionnées dans le CCTP et ses annexes

Ces dernières pièces, bien que non matériellement jointes au présent marché, sont réputées parfaitement connues par le titulaire.

Cette liste n'est pas exhaustive, elle est un rappel des principales prestations obligatoires conformes aux règles en la matière. En complément de l'article 4 du présent CCAP, le titulaire devra, au titre de son devoir de conseil, informer l'acheteur public, de toute modification ou évolution des normes ou réglementation relative aux travaux définis dans le présent marché durant toute sa durée.

Le titulaire ne peut se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux, et d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

Ces normes sont réputées parfaitement connues par le titulaire.

Les annexes listées au présent article font partie intégrante du marché.

L'exemplaire de toutes ces pièces contractuelles est conservé dans les archives de l'acheteur public et fait seul foi.

Les pièces générales doivent être considérées comme étant celles en vigueur un mois avant la date limite de réception des offres.

Le titulaire est réputé avoir une parfait et complète connaissance de l'ensemble des documents remis dans le cadre de la consultation, des dispositions légales et réglementaires de toute nature applicable à l'opération, au site et au présent marché. Le montant du marché est réputé en tenir compte.

2.3 – Indépendance des clauses

Si l'une des stipulations du présent contrat est déclarée nulle ou inapplicable ou fait l'objet d'une requalification par un tribunal ou toute autre autorité compétente, ladite stipulation sera réputée non écrite et les autres stipulations du présent contrat continueront à produire leurs effets ; néanmoins, dans les conditions fixées par la loi et la jurisprudence, les parties conviendront d'une clause mutuellement satisfaisant et légale visant à remplacer les stipulation du présent contrat déclarée nulle ou non applicable.

3 – Intervenants

3.1 - Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage.

L'Organisation technique du chantier sera réalisée par

M Christophe MARTIN

Service Equipements

CCI Tarn - Site de Castres:

40, Allée Alphonse Juin - BP 30 217 - 81101 Castres cedex

T. 05 67 46 60 00

Email : c.martin@tarn.cci.fr

3.2 – Assistance à Maîtrise d'ouvrage :

Est assurée par le Bureaux d'études techniques, et d'ingénieries-conseils

ATHEMIS Energie,

Bureau :Bat A, 1er Etage - 3 Rue Georges Charpak

81290 Labruguière

tel. 09 63 62 17 59

Siege : 13 Rue Charles BLANC 81100 CASTRES

Elle est représentée par : **M Yann CLUZEAU**

Email : y.cluzeau@athemisenergie.fr

Tel : 0605020184

3.3 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La partie OPC sera réalisée lors des réunions Lancement et Conception

3.4 - Coordination des systèmes de sécurité incendie

La mission de coordination des systèmes de sécurité incendie sera attribuée ultérieurement.

3.5 - Contrôle technique

Le contrôle technique sera attribué ultérieurement.

3.76- Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau III sera désignée ultérieurement.

3.8- Titulaire

Correspondant désigné par le titulaire pour l'exécution du marché

En complément de l'article 3.4 du CCAG-Travaux, il est précisé que l'identité et les coordonnées du titulaire figurent à l'acte d'engagement du présent marché.

La bonne exécution du marché dépend essentiellement des intervenants affectés par le titulaire à l'exécution du marché. Le titulaire au titre de son offre s'engage à mettre en place une équipe dédiée de personnes d'expériences.

Il est tenu de se comporter en conseiller loyal vis-à-vis de l'acheteur public et s'oblige à apporter les moyens et à faire preuve de la compétence, du soin et de diligence appropriée dans l'accomplissement des prestations faisant l'objet du présent marché.

Il s'engage ainsi à utiliser du personnel compétent ayant satisfait aux formations indispensables pour assurer la bonne exécution du marché.

L'équipe devra être coordonnée par un interlocuteur privilégié (chef de projet) faisant office de référent vis à vis de l'acheteur public. En cas de cotraitance, le chef de projet sera le mandataire de l'équipe. Ce référent et l'organisation de l'équipe sont fixés pour toute la durée de la mission.

Toute modification de la composition de l'équipe ne pourra intervenir que sur demande de l'acheteur public ou après son accord exprès.

Le titulaire désigne ainsi nominativement un chef de projet ainsi qu'un suppléant de même compétence et capables de le remplacer en cas d'empêchement. Ces deux personnes physiques sont désignées nominativement.

Le référent adaptera sa disponibilité aux besoins de la mission sachant que la personne désignée doit pouvoir répondre aux sollicitations de l'acheteur public ou son représentant dans les meilleurs délais. Il sera facilitateur dans les échanges entre les membres de l'équipe et l'acheteur public. Il sera obligatoirement présent lors des réunions de travail, de présentation et de restitution.

Pendant toute la durée d'exécution du marché, le titulaire s'engage à maintenir sans interruption l'expérience, la compétence du personnel affecté au marché et ne saurait procéder à aucun changement des membres de l'équipe sauf dans le cas d'absences dûment justifiées (congs, maladie, maternité, rupture de contrat de travail etc..).

Dans le cas d'un remplacement justifié, le titulaire devra prévenir le maître d'ouvrage ou son représentant sans délai.

En cas de remplacement, le titulaire s'engage à assurer le transfert de compétence afin de garantir la continuité et la pérennité des prestations, objet du présent marché.

Le titulaire assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigé ou reçu à tout nouvel intervenant désigné pour le remplacer ou lui succéder, même provisoirement.

Le passage de consigne fait l'objet d'un procès-verbal.

Il déclare faire son affaire des différends ou litiges avec ses agents dont l'origine serait par exemple un refus d'agrément ou dans une décision de remplacement.

4 Confidentialité et mesures de sécurités :

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG Travaux.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG- Travaux. Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

Obligation de conseil

Le titulaire a envers l'acheteur public un devoir de conseil et une obligation de renseignement. Ce devoir de conseil ne porte pas uniquement sur les aspects techniques. Le titulaire doit notamment informer l'acheteur public de l'ensemble des contraintes (administratives, réglementaires, etc.) inhérentes à l'opération envisagée. Il doit en outre informer l'acheteur public de toutes les évolutions dans la réglementation relatives aux prestations objet du présent marché.

Obligation de discrétion

Le titulaire ou ses salariés qui, à l'occasion de l'exécution du présent marché, ont reçu communication de renseignements, documents ou objets quelconques, sont tenu de maintenir secrète ou confidentielle cette communication. Ces renseignements, documents ou objets, ne peuvent, sans autorisation de l'acheteur public ou son représentant, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître. Il en est pareillement de tout renseignement de même nature.

Obligation de résultat

Le titulaire du marché s'engage à exécuter ses prestations conformément aux dispositions prévues au présent Cahier des clauses administratives particulières, ainsi qu'aux documents contractuels relatifs au présent marché. La présente obligation de bonne exécution des prestations objet du Cahier des clauses administratives particulières est une obligation de résultat.

Le titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations, ainsi que du personnel qu'il a engagé, celui-ci s'engage : à veiller à la sécurité de son personnel et des usagers du service public dans le cadre de l'exécution des prestations objet du présent marché ;

à respecter les biens et installations publics appartenant à l'acheteur public ;

⇒ à remettre à l'acheteur public l'ensemble des documents indiqués au Cahier des clauses administratives particulières, le cas échéant, et dans les conditions prévues au Cahier des clauses administratives particulières, ainsi que tout documents demandés par les représentants de l'acheteur public dans le cadre de leur objectif de vérification de bonne exécution du marché ;

⇒ à être joignable et à assister l'acheteur public durant toute l'exécution des prestations ;

⇒ à effectuer sa mission en respectant les principes de la bonne exécution des prestations dans les règles de l'art ;

⇒ à effectuer ses prestations avec toute la diligence, la célérité, la réactivité et la discrétion qu'elles imposent.

Le titulaire s'adapte aux contraintes voirie, temps et horaires qui lui seront imposées, le cas échéant.

Exécution des prestations

La bonne exécution du marché dépend essentiellement des intervenants affectés par le titulaire à l'exécution du marché. Le titulaire au titre de son offre s'engage à mettre en place une équipe de personnes d'expériences. Il est tenu de se comporter en conseiller loyal vis-à-vis de l'acheteur public et s'oblige à apporter les moyens et à faire preuve de la compétence, du soin et de diligence appropriée dans l'accomplissement des prestations faisant l'objet du présent marché. Il s'engage ainsi à utiliser du personnel compétent ayant satisfait aux formations indispensables pour assurer la bonne exécution du marché.

Pendant toute la durée d'exécution du marché, le titulaire s'engage à maintenir l'expérience, la compétence du personnel affecté au projet, et en cas de remplacement à assurer le transfert de compétence afin de garantir la continuité et la pérennité des prestations, objet du présent marché. Il déclare faire son affaire des différends ou litiges avec ses agents dont l'origine serait par exemple un refus d'agrément ou dans une décision de remplacement.

5 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

6 – Durée et délais d'exécution :

6.1 - Délai global d'exécution des prestations

Le délai global prévu pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de 6 mois.

Début des prestations : Juin - Juillet 2025.

6.2 - Délai d'exécution

Le délai d'exécution propre à chaque lot est défini dans le planning annexé au DCE. Il sera actualisé et notifié aux entreprises lors du déroulement des travaux.

L'exécution du marché débute à compter de la date fixée par ordre de service. L'exécution des travaux débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux. Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 al. 1 et 2 du CCAG-Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, pour la durée totale du marché, est fixé à 5 jours.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 al. 3 du CCAG-Travaux, les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite au-delà de la durée indiquée :

Nature du phénomène	Intensité limite
Vitesse du vent	80 KM/H
Pluviométrie	10 mm dans la journée répartis sur plus d'une heure
Température	-5° au niveau du sol

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique de : STATION METEO CASTRES MAZAMET (L-FCK) Aéroport Castres Mazamet est situé à proximité de Castres, Mazamet, avec Castres à 6km↑, Aussillon à 9km↑, Mazamet à 10km↑, Code aéroport : Code OACI : LFCK-Code IATA : DCM - Altitude : 240 m = 787ft

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'acheteur public au titulaire lorsque celui-ci est mis dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels du fait de l'acheteur public ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure.

Si le titulaire rencontre des difficultés significatives pour réaliser sa mission et qui ne sont imputables ni à l'acheteur public, ni à un cas de force majeure, l'acheteur public peut accorder à ce dernier un sursis d'exécution sous réserve d'en avoir été informé dans les conditions décrites ci avant. Ce sursis d'exécution se traduit par un report de délai.

Toutes les autres causes que celles énumérées ci-dessus ne pourront pas permettre une prolongation du délai contractuel. Le délai, ainsi prolongé a pour l'application du marché, les mêmes effets que le délai contractuel

⇒ En cas de force majeure : Lorsqu'un cas de force majeure empêche l'exécution du marché, le titulaire devra justifier de l'impossibilité temporaire ou définitive pour lui, de poursuivre l'exécution du marché en conséquence de l'évènement qu'il qualifie de cas de force majeure.

Conformément à l'article 17 du CCAG-Travaux, l'indemnisation du titulaire sera donc limitée aux seules pertes matérielles directement provoquées par le cas de force majeure.

⇒ Sursis d'exécution : Si le titulaire rencontre des difficultés significatives pour réaliser sa mission et qui ne sont imputables ni à l'acheteur public, ni à un cas de force majeure, l'acheteur public peut accorder à ce dernier un sursis d'exécution sous réserve d'en avoir été informé dans les conditions décrites ci avant.

Ce sursis d'exécution se traduit par un report de délai.

6.3 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution

Les délais d'exécution des travaux sont définis conformément au phasage spécifié dans le programme (CCTP) et établi par le candidat dans son offre.

Le calendrier définitif sera établi conjointement par l'AMO et les titulaires des deux lots avant transmission des ordres de services.

6.4 - Période de préparation du marché

La durée de la période de préparation, incluse dans le délai global d'exécution du marché, est de 15 jours ouvrés.

Toutefois, ce délai ne fait pas obstacle à ce que certains travaux puissent être exécutés avant l'expiration de la période de préparation, dès lors que toutes les conditions requises sont réunies.

7 – Prix :

7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix fermes actualisables selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Le prix global forfaitaire du marché est réputé comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution du marché de travaux dans son contexte, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice.

Aucune sujétion normalement prévisible ne pourra être considérée comme non couverte par le prix, au sens de l'article 9.1.1 du CCAG.

Une visite obligatoire étant programmée (cf. article 6.3 du Règlement de Consultation) pour les deux lots, les candidats ne pourront pas se prévaloir d'une méconnaissance du site afin de modifier leurs prix.

Comme toutes les autres sujétions normalement prévisibles, les sujétions liées au déroulement des travaux et à leur localisation sont intégralement à la charge du titulaire, qu'elles découlent des activités de l'établissement, des conditions de déroulement du chantier, de la simultanéité du chantier avec d'éventuels travaux ou interventions d'entretien sur le site, de la proximité de chantiers en dehors du site, des moyens de transport, de la gestion des déchets de chantier, de l'occupation du domaine public, etc... Ce prix global forfaitaire fait l'objet d'une décomposition dont les seuls prix unitaires ont une valeur contractuelle. Ces prix unitaires incluent la rémunération des études d'exécution et de synthèse.

Les prix figurant dans l'acte d'engagement sont des prix hors taxe sur la valeur ajoutée. La taxe sur la valeur ajoutée sera réglée au titulaire en sus du prix, au taux en vigueur.

Par dérogation à l'article 9.3.2 du CCAG, la décomposition du prix global et forfaitaire n'indiquera pas pour chaque prix unitaire, les pourcentages correspondant aux frais généraux, aux impôts et taxes et à la marge pour risques et bénéfice.

Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Les prix tiennent compte des dépenses communes de chantier.

A titre informatif, s'il existe des différences entre les mentions du cadre de décomposition du prix global et forfaitaire (CDPGF) et de l'Acte d'Engagement, le document qui fait force de loi est le Cadre de décomposition du prix global et forfaitaire (CDPGF).

Le présent marché n'intègre pas de primes au sens de l'article 19.4 du CCAG-Travaux.

Le titulaire est réputé avant la remise de son offre :

- avoir contrôlé toutes les indications, notamment celles données par les pièces écrites,
- s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes, concordantes. Tout ce qui serait indiqué dans les pièces écrites du dossier remis au titulaire mais ne figurerait pas sur les annexes ou réciproquement, aura la même valeur que si les indications correspondantes étaient portées sur l'ensemble des documents,
- s'être entouré de tous les renseignements utiles.

7.2 - Modalités de variation des prix

Les marchés de travaux sont passés à prix actualisables.

Par dérogation à l'article 9.4.2 du CCAG-Travaux les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé "mois zéro". Cette date permet de définir le "mois zéro".

Les prix actualisés par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

Son montant sera actualisé selon la formule :

$$P = 0,15 + 0,85 \times I_m \text{ (indice du mois d'exécution)} / I_o \text{ (indice du mois } M_0)$$

dans laquelle Im et Io sont les valeurs prises par l'index et/ou l'indice de référence défini ci-dessous respectivement au mois "m" d'exécution des travaux et au mois "Mo" d'établissement des prix du marché.

Le mois Mo est défini à l'article 4.1 de l'acte d'engagement. Pour la mise en œuvre de la clause d'actualisation, la valeur finale de l'index et/ou l'indice de référence est apprécié au plus tard à la date d'achèvement contractuelle de réalisation des prestations ou à la date de leur réalisation, si celle-ci est antérieure. Les coefficients d'actualisation seront arrondis au millième supérieur.

Dans le cas d'un avenant, les prix mentionnés dans l'avenant sont établis aux conditions économiques en vigueur au mois d'établissement de l'avenant.

La clause d'actualisation ci-dessus s'appliquera lorsqu'un délai de trois mois se sera écoulé entre la date de début d'exécution des prestations de l'avenant et la date de signature de l'avenant par le titulaire du marché.

Pour l'application de la formule ci-dessus, le Io sera l'index et/ou indice de référence de la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'avenant.

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois n diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois n soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

L'actualisation définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les index de référence, publié(s) par l'INSEE, sont les suivants :

Lot(s)	Code	Libellé
01	BT40	Index du bâtiment - Chauffage central (à l'exclusion du chauffage électrique)
02	BT50	Indice des équipements techniques du bâtiment.

7.3 - Répartition des dépenses communes

Les dépenses d'entretien du chantier sont réputées rémunérées par les prix du contrat conclu par les titulaires concernés qui en supportent les frais :

Libellé
Enlèvement des bennes de déchets

Le Maître d'ouvrage mettra à disposition

- Les équipements sanitaires du bâtiment,
- Une salle pour les réunions de chantier et les pauses,
- L'eau et l'électricité le temps du chantier.

Les titulaires veilleront leur utilisation rationnelle.

La Salle mise à disposition servira :

- pour les réunions de chantier, l'ensemble de la documentation du chantier (Plans, registre ...etc.) y seront consultables,
- pour les pauses (déjeuner etc.)

les utilisateurs veilleront à laisser l'espace propre à tous moments,

A titre d'information la salle n'est pas équipée pour la pause déjeuner le ou les titulaires pourront organiser un espace à leur frais et soumis à validation du maître d'ouvrage.

Les dépenses devront être individualisées et mises à la charge du ou des titulaires.

Notamment concernant :

Libellé
Frais de remise en état des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés ou détournés, lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable

En fin de chantier, il sera effectué la répartition des dites dépenses au prorata du montant des situations cumulées de chaque entreprise.

Dans cette répartition, l'action de l'assistant à maîtrise d'ouvrage se limite à jouer le rôle d'amiable compositeur dans le cas où les titulaires lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se serait élevé entre eux.

Si le marché relatif à un lot est résilié, la garde des ouvrages, approvisionnements et installations réalisés par le titulaire défaillant devra être assurée par le titulaire de l'autre lot jusqu'à la désignation d'un nouveau titulaire et ce, sans avoir à supporter la charge des dépenses justifiées entraînées par cette garde.

8 - Garanties Financières

Une retenue de garantie de 5,00 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

9 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG - Travaux.

9.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix. Ce taux est fixé à 30,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00%.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

9.2 - Garanties financières de l'avance

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,00% du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

10 Modalité de règlement des comptes :

10.1 - Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG- Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

Le règlement des sommes dues au titre du marché fera l'objet d'acomptes, calculés à partir de la différence entre deux demandes paiements successives.

A l'appui de chaque projet de décompte le titulaire devra joindre l'état d'avancement cumulé des travaux.

10.1.1 - Conditions de l'établissement des demandes de paiement :

Le titulaire notifie au maître d'œuvre sa demande de paiement établie sous la forme d'un projet de décompte. Ce projet doit être remis conforme au CDPGF renseigné du pourcentage d'avancement des travaux.

Ces demandes de paiement seront adressées à l'assistance à maîtrise d'ouvrage qui après vérification les validera pour acceptation, avant dépôt, par l'entreprise, de la facture sur Chorus.

10.1.2 - Demande de paiement finale et solde :

Après l'achèvement des travaux, le titulaire établit le projet de décompte final, concurremment avec le projet de décompte mensuel afférent au dernier mois d'exécution des prestations ou à la place de ce dernier. Ce projet est accompagné des éléments et pièces mentionnés à l'article 12.1.7 du CCAG Travaux s'ils n'ont pas été précédemment fournis. Le titulaire est lié par les indications figurant au projet de décompte final. Par dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG travaux, le projet de décompte final sera transmis dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de levée de la dernière réserve de réception.

Si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index de référence ne sont pas connues, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général.

Le décompte général et définitif lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne la variation de prix afférente au solde.

Le représentant du pouvoir adjudicateur notifiera au titulaire le montant de cette variation de prix au plus tard dix jours après la publication de l'indice ou l'index de référence permettant de calculer la variation du solde.

La date de cette notification constitue le point de départ du délai de paiement de ce montant.

10.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Les factures transmises sur Chorus doivent impérativement être visées par la Maîtrise d'œuvre avant dépôt.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'État pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;

11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;

12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 130 012 784 00018

10.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

10.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

10.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

10.6 - Approvisionnement

Les projets de décompte du titulaire du marché, des cotraitants et des sous-traitants comprennent une part consacrée aux approvisionnements, conformément à l'article 10.4 du CCAG-Travaux, sous réserve du respect des conditions suivantes :

La part de l'acompte relative à ces approvisionnements est limitée à 30 % de la valeur des approvisionnements constitués en vue des travaux faisant l'objet du marché conformément aux stipulations des pièces du marché.

En complément de l'article 10.4 du CCAG-Travaux, à l'appui de tout projet de décompte mensuel comportant des approvisionnements, le titulaire produit :

- tout document justificatif mentionnant au minimum la date de la commande, la description précise des approvisionnements, les quantités livrées ;
- les références des prix unitaires ou des prix forfaitaires concernés ;
- le procès-verbal d'acceptation d'approvisionnements par le maître d'œuvre ;
- les approvisionnements, lorsqu'ils sont réalisés en dehors du chantier, ne pourront être pris en compte que s'ils sont lotis de telle manière que leur destination ne fasse aucun doute et qu'ils puissent être facilement contrôlés.

- Par dérogation à l'article 10.4 du CCAG-Travaux, les approvisionnements ayant fait l'objet d'un acompte sont la propriété du maître d'ouvrage.

A cet effet, il sera établi un certificat de transfert de propriété des approvisionnements faisant l'objet d'un acompte sur la base du modèle établi par le maître d'ouvrage.

La garde des approvisionnements reste à la charge du titulaire et, à cet effet, il devra s'assurer contre les risques de vol, d'incendie et autres dommages et devra en justifier sur demande du maître d'ouvrage.

10.7 - Prestations supplémentaires ou modificatives

Pour l'application de l'article 13 du CCAG, le maître d'œuvre pourra demander au titulaire de lui remettre un devis détaillé accompagné d'un métré, correspondant aux prestations nécessitées par la réalisation d'ouvrages ou travaux non prévus par le marché et réputés non inclus dans le forfait. Le titulaire devra alors remettre un tel devis dans un délai maximum de 10 jours calendaires.

Le titulaire ne pourra prétendre à indemnité pour l'établissement de tels devis, même s'il n'y est pas donné suite. Tout ordre de service délivré en application de l'article 13 du CCAG, ou consistant en une quelconque modification des prestations du marché, n'est valable que s'il est revêtu du visa du maître d'ouvrage.

Lorsque le maître d'ouvrage et le titulaire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, s'ils ne sont pas incorporés dans un avenant, ceux-ci font l'objet d'un état supplémentaire de prix forfaitaires, signé des deux parties.

Lorsque des prix nouveaux sont introduits dans un ordre de service et que cet ordre de service n'a pas fait l'objet d'observations par le titulaire, les prix nouveaux sont considérés comme définitifs et l'ordre de service vaut état supplémentaire de prix forfaitaire. Par dérogation aux articles 14.2.2, 14.3 et 15.1 du CCAG, l'augmentation et la diminution limites du montant contractuel des travaux, visés par ces articles pour les marchés à prix forfaitaire, sont fixées à 15%.

En application de l'article 14.4.3 du CCAG, si le titulaire n'a pas reçu un ordre de service décidant d'arrêter les travaux alors que le montant contractuel est atteint, il peut alors poursuivre les travaux au-delà de ce montant jusqu'à l'exécution complète des ouvrages, dans la seule limite des seuils fixés à l'alinéa précédent.

Le maître d'ouvrage pourra prendre une décision de poursuivre les travaux au-delà du montant contractuel.

Conformément à l'article 9.1.1 du CCAG en cas de modification imprévisible de la législation ou réglementation applicables en cours d'exécution du marché ayant un impact sur les coûts, les parties conviennent de se rencontrer pour évaluer l'impact financier de cette modification et le cas échéant formaliser par voie d'avenant la modification rendue nécessaire.

11 Conditions d'exécution des prestations :

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (CCAP, CCTP, les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Chaque titulaire assure la maîtrise d'œuvre de son lot conformément aux stipulations du programme (valant CCTP).

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai est systématiquement effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-Travaux.

11.1 - Caractéristiques des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

Le titulaire a le choix de la provenance des matériaux, produits ou composants de construction, sous réserve de pouvoir justifier que ceux-ci satisfont aux conditions fixées par le marché.

Le titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d'œuvre les documents qui assurent la traçabilité des produits et matériaux mis en œuvre.

La qualité des matériaux doit être conforme aux stipulations des cahiers des clauses techniques de chaque lot.

11.2 – Conditions générales d'exécution des travaux

Les travaux seront exécutés conformément aux directives données par l'assistance à maîtrise d'ouvrage soit sur le chantier, soit sur les documents graphiques, soit sur les commandes dressées et notifiées par ces derniers.

Dans le cas présent le titulaire devra s'assurer de préserver la continuité des activités et des services au sein du bâtiment et à les faire cohabiter, dans les meilleures conditions, avec le chantier source de nuisances, et pouvant s'avérer dangereux.

En aucun cas, le titulaire ne pourra se prévaloir d'une insuffisance de description, de désignation ou de directive pour prétendre à une quelconque indemnité. Il lui appartiendra dans tous les cas, de demander en temps voulu au maître d'ouvrage chargé du chantier, des directives qui pourraient faire défaut.

Le titulaire sera entièrement responsable pécuniairement des vols et/ou dégâts qui seraient commis par son personnel ou un tiers sur le/les lieux où elle aura à intervenir ainsi que des dégâts occasionnés aux tiers et consécutifs à toute négligence dans l'exécution des travaux. Il est précisé que si des vols ou des dégâts matériels se produisaient à la suite de négligence de l'entreprise, le maître d'ouvrage se réserverait tous les droits de se retourner contre elle et lui en faire supporter les dépens.

En toutes circonstances, il sera censé avoir prévu les difficultés ou imprévus qui surgiraient en cours d'exécution des travaux. Il sera également pleinement responsable de dégradations, pertes ou vols de matériaux et matériels entreposés sur le chantier.

Conformément aux prescriptions techniques générales, les entreprises devront assurer la protection de leurs ouvrages pendant le cours du chantier ainsi que la réfection de leurs ouvrages défectueux ou détériorés, constatés soit en exécution, soit à la réception. Ils supporteront toutes les conséquences du non-respect de cette contrainte.

11.3 – Obligations du prestataire

Deux visites dont les conditions sont détaillées à l'article 6.5 du RC sont prévues.

Le titulaire est réputé connaître parfaitement les lieux d'implantation objet des prestations du présent marché. En conséquence, il renonce à faire état ultérieurement de difficultés éventuelles qui pourraient provenir de la prise de connaissance des lieux.

Le titulaire doit obligatoirement avoir réalisé une visite prévue aux conditions de l'article 6.5 du RC.

La non-réalisation de la visite est éliminatoire et **l'offre fournie sans cette attestation**, dûment signée par les deux parties, sera déclarée irrégulière.

11.4- Préparation et coordination des travaux

11.4.1 : Réalisation de travaux en site occupé

Les travaux seront réalisés en site occupé, conformément aux dispositions du Code de la commande publique et du CCAG Travaux 2021. Le titulaire doit prendre toutes les mesures nécessaires pour minimiser les perturbations pour les occupants et assurer leur sécurité. Le titulaire doit établir un plan de phasage des travaux, validé par le maître d'ouvrage, qui précise les périodes et les zones d'intervention.

Ce plan doit être communiqué aux occupants et mis à jour régulièrement.

Le titulaire doit mettre en place des dispositifs de sécurité adaptés pour protéger les occupants, notamment des barrières, des signalétiques et des cheminements sécurisés. Les zones de travaux doivent être clairement délimitées et interdites aux occupants.

Le titulaire doit désigner un interlocuteur unique chargé de la communication avec les occupants. Lors des réunions de chantier, une information régulière sera faite à destination des occupants pour les informer de l'avancement des travaux et des éventuelles perturbations.

Le titulaire doit veiller à maintenir les lieux propres et en bon état de fonctionnement. Les déchets doivent être évacués régulièrement et les zones de travaux nettoyées quotidiennement.

Le titulaire doit prendre toutes les mesures nécessaires pour limiter les nuisances sonores, olfactives et visuelles. Les travaux bruyants doivent être réalisés en dehors des heures de présence des occupants, dans la mesure du possible.

Le titulaire doit organiser les accès et la circulation des personnes et des véhicules de manière à ne pas perturber les activités des occupants. Des itinéraires alternatifs doivent être prévus en cas de fermeture temporaire de certaines zones.

Le titulaire s'engage à respecter les délais d'exécution des travaux, tels que définis dans le planning validé par le maître d'ouvrage. Tout retard doit être signalé immédiatement et justifié faute de quoi il se verra appliqué les pénalités prévues par l'article 16 du présent CCAP.

La réception des travaux sera effectuée en présence du maître d'ouvrage. Toute réserve formulée devra être levée dans les plus brefs délais.

11.4.2- Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution du marché, d'une durée de 15 jour ouvrée par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux.

Cette période débute à compter de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG Travaux.

L'assistant à Maitrise d'ouvrage a la charge d'élaborer, après consultation des entreprises, le calendrier détaillé d'exécution énoncé au présent document.

Chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants) doit établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé simplifié.

Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Le maître d'ouvrage doit être informé de toute violation des mesures de sécurité et des procédures de travail sur le chantier. En cas de danger grave et imminent (comme une chute ou un ensevelissement), il doit prendre les mesures nécessaires pour éliminer le danger et peut arrêter le chantier. Il a libre accès au chantier.

Le titulaire communique

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent la notification de la décision de constitution du collège, les noms de ses représentants au sein du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT) ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Il s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération définies dans le document visé au présent CCAP.

Il s'engage à respecter les modalités de coopération définies dans le CCAP. Il informe le coordonnateur SPS et l'assistant à Maitrise d'ouvrage de toutes les réunions qu'il organise avec plusieurs entreprises et de ses interventions pour la garantie de parfait achèvement. Il suit les avis et mesures de sécurité du coordonnateur SPS et ou du Maître d'ouvrage pendant toute la durée de ses prestations. En cas de différend avec le coordonnateur SPS, il le soumet au maître d'ouvrage. À la demande du coordonnateur SPS, il vise les observations dans le document de suivi chantier. Il s'engage aussi à inclure dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions légales et réglementaires.

Le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 150,00 €, sans mise en demeure préalable, en cas de non-respect des délais de remise des documents fixés au présent article.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

11.4.3- Plan d'assurance qualité

Pour répondre à la problématique de la gestion de la qualité du chantier, le titulaire a la responsabilité d'établir un plan d'assurance qualité. Ce plan, soumis au visa du maître d'œuvre, comportera les dispositions suivantes : Article 28.2 du CCAG-Travaux.

11.4.4- Registre de chantier

Les éléments majeurs de la vie du chantier devront faire l'objet d'une trace écrite et transmise à l'assistant à Maitrise d'ouvrage et au Maître de l'ouvrage.

11.5- Études d'exécution

Conformément aux dispositions de l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

Tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier doivent aussi être visés par le contrôleur technique mentionné au présent CCAP.

11.6- Installation et organisation du chantier

11.6.1- Installation de chantier

- Sans objet

11.6.2- Emplacements pour déblais et déchets :

Les lieux et conditions de dépôt des déblais en excédent sont les suivants :

Conformément à l'article 31.2 du CCAG-Travaux.

Le titulaire fait les demandes d'occupation de voirie nécessaires pour aménager le lieu de dépôt temporaire des déblais. Il doit soumettre le choix à l'accord préalable des instances compétentes et de l'assistant à maîtrise d'ouvrage, qui peut refuser l'autorisation ou la subordonner à des dispositions spéciales à prendre, notamment pour l'aménagement des dépôts à y constituer, si des motifs d'intérêt général, comme la sauvegarde de l'environnement, le justifient. Les déblais en excédent ont vocation finale soit à être réemployés pour les besoins du chantier, soit à être éliminés dans les conditions prévues à l'article 36 du CCAG- Travaux.

11.6.3- Signalisation de chantier

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

11.6.4- Application de réglementations spécifiques

Les réglementations spécifiques suivantes sont applicables :

Articles 31.8 à 31.11 et 32 du CCAG-Travaux.

11.7 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

11.7.1- Gestion des déchets de chantier

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

Article 36 du CCAG-Travaux : Le titulaire communique au maître d'ouvrage, ***un schéma d'organisation et de gestion des déchets*** ou équivalent, précisant notamment la méthode de prévention de la production

des déchets, la méthode de tri, les installations de valorisation, de traitement et d'élimination des déchets, la traçabilité des déchets, les moyens humains mobilisés sur la thématique des déchets et notamment la personne qui sera désignée responsable des déchets ainsi que les mesures de sensibilisation du personnel.

Afin que le maître d'ouvrage puisse s'assurer de la traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier, le titulaire lui fournit les éléments de cette traçabilité, notamment grâce à l'usage de bordereaux de suivi ou de dépôt des déchets de chantier.

Ainsi, le titulaire remet au maître d'ouvrage les constats d'évacuation des déchets signés contradictoirement par le titulaire et les gestionnaires des installations autorisées ou agréées de valorisation ou d'élimination des déchets.

Pour les déchets dangereux, l'usage d'un bordereau de suivi conforme à la réglementation en vigueur est obligatoire. En cas d'absence de production des éléments mentionnés aux articles 36.2.1 et 36.2.2, le titulaire se voit appliquer, après mis en demeure restée infructueuse, une pénalité dont le montant est fixé par les documents particuliers du marché. S'il est constaté que le titulaire n'a pas procédé à l'évacuation des déchets provenant de la démolition ou de la construction, il sera fait application de l'article 37.2.

11.7.2- Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

Article 37 du CCAG-Travaux : Enlèvement du matériel et des matériaux sans emploi

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, le titulaire procède au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition par le maître d'ouvrage pour l'exécution des travaux.

A défaut d'exécution de tout ou partie de ces prescriptions, après mise en demeure adressée au titulaire par le maître d'ouvrage et restée sans effet, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés peuvent, à l'expiration d'un délai de trente jours après la mise en demeure, être transportés d'office, suivant leur nature, soit en dépôt, soit dans des sites susceptibles de les recevoir en fonction de leur classe, aux frais et risques du titulaire, ou être vendus aux enchères publiques.

Les mesures définies à l'article 37.2 sont appliquées sans préjudice des pénalités particulières qui peuvent avoir été stipulées dans le marché à l'encontre du titulaire.

11.7.3- Documents à fournir après exécution

Le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux, et ce dans les conditions définies à cet article.

Ces documents doivent être remis sous le format numérique suivant : PDF .DWG

Le titulaire doit également remettre 2 exemplaires, 1 exemplaire de la version papier et 1 exemplaire physique numérique des documents.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés (DOE) est remis au Maître d'ouvrage pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ultime sur les Ouvrages (DIUO).

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, une pénalité égale à 1 500,00 € par semaine de retard est appliquée sur les sommes dues aux titulaires.

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, une pénalité sera appliquée conformément à l'article 16 du présent CCAP

12 Développement durable

Les objectifs de développement durable sont pris en compte dans leurs dimensions économique, et environnementale par le traitement des déchets et les économies d'énergie spécifiées dans les deux lots par la réduction des consommations.

13 - Réception

13.1 - Réception des travaux

13.1.1 - Dispositions applicables à la réception

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux et se déroule simultanément pour les 2 lots dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux

Le Test Fonctionnel pour le lot CVC, nécessite la présence du lot GTC pour la simulation de paramètres pour contrôler le bon fonctionnement des équipements CVC.

Le Test Fonctionnel pour le lot GTC, nécessite le mainteneur pour appréhender l'environnement et les fonctionnalités principales de la supervision.

Chaque titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle les travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception. La décision relative à la réception sera ensuite notifiée au titulaire de chaque lot.

Cependant, il est dérogé à l'article 41.3 du CCAG-Travaux par les dispositions suivantes : au vu du procès-verbal des opérations préalables à la réception et des propositions du maître d'œuvre, le maître de l'ouvrage décide si la réception est ou non prononcée ou si elle est prononcée avec réserves. S'il prononce la réception, il fixe la date qu'il retient pour l'achèvement des travaux. Cette date ne pourra pas être antérieure à la date de signature du dernier procès-verbal d'opérations préalables à la réception.

La décision ainsi prise est notifiée au titulaire dans les trente jours suivant la date du procès-verbal.

La réception prend effet à la date de signature du dernier procès-verbal d'opérations préalables à la réception.

Sauf le cas prévu à l'article 41.1.3 du CCAG-Travaux, à défaut de décision du maître de l'ouvrage notifiée dans le délai précisé ci-dessus, les propositions du maître d'œuvre s'imposent au maître de l'ouvrage et au titulaire."

Si la réception est prononcée avec réserve, les entreprises ont 2 semaines pour lever les réserves sauf si le procès-verbal de réception fixe un délai particulier plus court ou plus long.

Passé ce délai, le maître de l'ouvrage aura le droit de faire procéder à l'exécution des dits travaux par l'entreprise de son choix après mise en demeure préalable aux frais et risques et pour le compte de l'entrepreneur défaillant.

13.1.2 - Réception partielle

Sans objet

14 Garantie des prestations

Les travaux feront, après toutes les éventuelles levées de doute vue lors de la phase réception, l'objet d'une garantie de parfait achèvement d'une durée d'un (1) an (jusque fin 2026) et d'une extension de garantie d'un (1) an supplémentaire (jusque fin 2027) sur l'ensemble des matériels objet des travaux réalisés dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation à l'article 48 du CCAG-Travaux, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

Une exploitation commerciale des résultats par le titulaire est prévue. Toutefois, par dérogation à l'article 48.3 du CCAG-Travaux, aucune redevance ne sera versée au pouvoir adjudicateur.

16 - Pénalités

16.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 200,00 €. Les pénalités de retard sont comptabilisées et appliquées au DGD. Le titulaire subira également, en cas de non-respect du délai contractuel d'exécution ou de livraison, une pénalité forfaitaire de 200,00 € par inexécution et/ou mauvaise exécution constatée et signalée.

Les pénalités sont également applicables en cas de non-respect des délais partiels d'exécution prévus au présent marché. Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard. Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

16.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

16.3 - Autres pénalités spécifiques

En cas d'absence aux réunions de chantier, les entreprises dont la présence est requise se verront appliquer une pénalité forfaitaire fixée à 80,00 € par absence.

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Remise des plans et autres documents à fournir après exécution (DOE, plans de récolement...etc.)	Forfaitaire	1 500,00 €	par semaine de retard
Document incomplet	Forfaitaire	100,00 €	par semaine après la réception
Document manquant	Forfaitaire	300,00 €	par document par semaine après la réception
Mauvaise exécution ou inexécution	Forfaitaire	200,00 €	après information au titulaire du lot concerné

17 - Assurances

Assurances du ou des titulaires :

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux (dérogation au délai), tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc avoir contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil ;
- une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

18 – Clause de réexamen :

18.1 – Modifications prévues dans le cadre de clauses de réexamen

En complément des clauses permettant le réexamen du marché qui pourraient être incluses dans d'autres dispositions du marché, il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes :

En application de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, le présent marché pourra être modifié notamment dans les cas suivants :

En cas d'évolution législative, réglementaire et/ou normative en cours d'exécution du marché se rapportant au périmètre contractuel du marché entraînant un réajustement significatif des modalités d'exécution tant sur le plan technique que financier, s'il y a lieu, des prestations à effectuer.

Ce réajustement significatif fera l'objet d'une appréciation par le maître d'ouvrage en fonction de l'économie générale qui en résulterait d'une part, sur le plan qualitatif, en termes de continuité dans l'exécution contractuelle du présent marché et d'autre part, au regard des contraintes budgétaires de celui-ci. La formalisation le cas échéant, se fera par la contractualisation à l'appui, d'un avenant.

Substitution d'un nouveau titulaire en cours d'exécution du marché (articles L. 2194-1 4° et R. 2194-6 du Code de la Commande publique) : Le marché peut être modifié après accord entre les parties et formalisé par un avenant de transfert, lorsqu'un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial du marché dans les cas suivants :

- cessation d'activité,
- disparition de la société ou restructuration visant à élargir son périmètre d'activité par fusion, scission ou absorption aboutissant à la création d'une nouvelle société,
- disparition du dirigeant de la société aboutissant à l'impossibilité de poursuivre les travaux initialement prévus,
- l'apport du marché, par son titulaire, à une société ou à un groupement d'intérêt général,
- cession d'actifs ou la transmission du patrimoine à un tiers,
- cession du marché : toute opération entraînant un changement de contrôle du titulaire au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce, vaut cession de contrat.

Dans hypothèse où cette cession est acceptée par la collectivité, le cessionnaire est substitué dans l'ensemble des droits et obligations du présent contrat et est ainsi tenu d'exécuter le marché conformément à ses conditions d'exécution.

- décès
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,

Le maître d'ouvrage vérifiera préalablement que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses garanties professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes garanties que celles produites par le titulaire. À l'issue de cet examen, le maître d'ouvrage acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles au marché.

Modification du groupement en cas de défaillance du mandataire

Ces modalités s'appliquent en cas de la défaillance du mandataire dans l'exécution de sa mission de coordination et de représentation des autres membres du groupement.

Modification du groupement en cas de défaillance d'un cotraitant

En complément de l'article R. 21442-26 du Code de la commande publique, si le titulaire est un groupement, le mandataire a la faculté de proposer au maître d'ouvrage de modifier sa composition dans les circonstances suivantes

- cessation d'activité, défaillance économique, incapacité civile de l'un des cotraitants ;
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles de l'un des cotraitants, la résolution des litiges entre membres du groupement relevant du groupement. Il peut présenter comme remplaçant pour la poursuite des prestations :
 - soit le mandataire lui-même ou l'un des cotraitants ;
 - soit un sous-traitant ;
 - soit un nouveau co-traitant à condition que celui-ci remplisse les conditions de participation fixées dans le cadre de la passation du marché initial et que soit fourni à l'appui de sa présentation, l'ensemble des justifications des capacités. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles au marché.

Le maître d'ouvrage dispose d'un délai maximal d'un mois à compter de la réception de la proposition du mandataire pour se prononcer sur l'organisation des prestations. Le silence gardé par lui pendant ce délai vaut rejet.

Un avenant est conclu à l'appui entre le maître d'ouvrage et l'ensemble des cotraitants qui détermine notamment la nouvelle composition du groupement, la nouvelle répartition des prestations ainsi que la rémunération afférente.

En cas de manquement aux obligations contractuelles de l'un des cotraitants affectant la réalisation du marché, il appartient au maître d'ouvrage le cas échéant de résilier partiellement le marché.

Évolution de la réglementation

En cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution du marché. Ces modifications éventuelles, demandées par l'acheteur public afin de se conformer aux règles nouvelles, seront formalisées par la contractualisation à l'appui, d'un avenant.

Nouveaux prix : L'acheteur public détermine par ordre de service, des prix nouveaux dans les conditions et limites suivantes :

- prix en lien direct avec l'objet du marché ;
- prix intégrés l'intérieur d'une famille du bordereau des prix.

En cas de modifications sur les produits du titulaire en vue de leur amélioration, sur validation préalable de l'acheteur public (proposition écrite préalable du titulaire à faire auprès du technicien en charge du suivi du marché). La formalisation le cas échéant, se fera par la contractualisation à l'appui, d'un avenant.

En cas d'introduction d'articles de substitution à condition que ceux-ci présentent une qualité et des caractéristiques techniques équivalentes ou supérieures aux fournitures prévues dans le marché et à un prix identique ou justifié, sur validation préalable de l'acheteur public (proposition écrite préalable du titulaire à faire auprès du technicien en charge du suivi du marché). La formalisation le cas échéant, se fera par la contractualisation à l'appui, d'un avenant.

18.2 – Modifications imposant un rendez-vous aux parties

Conformément aux articles R. 2194-2 et R. 2194-5 du code la commande publique, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre se rapprochent en vue de la conclusion éventuelle d'un avenant pour prendre en compte les modifications du marchés issues notamment :

En cas de modification imprévisible de la législation ou réglementation applicables en cours d'exécution du marché ayant un impact sur les coûts, les parties conviennent de se rencontrer pour évaluer l'impact financier de cette modification et le cas échéant formaliser par voie d'avenant la modification rendue nécessaire.

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pourraient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières de cette circonstance. Le cas échéant, les parties conviennent,

par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire (article 54 du CCAG-Travaux).

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le maître d'ouvrage, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par le maître d'ouvrage (article 6.2 du CCAG-Travaux).

18.3 – En application de l'article R.2194-6 du Code de la commande publique, le présent marché pourra être modifié notamment dans le cas suivant :

En cas de nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du titulaire. Le transfert du marché à la société née de la fusion ou de l'absorption de l'entreprise titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable de la personne publique, qui ne pourra le refuser sans motif légitime. Le titulaire doit en informer l'acheteur public ou son représentant dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements demandés par l'acheteur public, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est cédé.

À défaut, l'acheteur public se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 49 du CCAG Travaux.

Il est expressément entendu que ces modifications contractuelles ne sauraient changer la nature globale du présent marché.

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'acheteur d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché.

Les surcoûts pris en charge par l'acheteur peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées par les documents particuliers du marché ou dans l'avenant conclu en application du présent article.

19 - Résiliation du contrat

19.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

19.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

20 - Règlement des litiges et langues

Règlement amiable des différends

Les parties s'engagent à résoudre leurs éventuels différends prioritairement par voie de conciliation. Toute contestation de la part du titulaire, relative à l'exécution du présent contrat, devra faire obligatoirement l'objet d'un mémoire en réclamation adressé au pouvoir adjudicateur avant toute saisine de la juridiction administrative.

Dans son mémoire en réclamation, le titulaire expose les motifs de son différend, indique, le cas échéant, les montants de ses réclamations et fournit les justifications nécessaires correspondant à ces montants. L'absence de réponse de la CCIR LR au bout de deux mois vaut décision implicite de refus.

Règlement juridictionnel des différends

En cas de conflit qui n'aurait pu être réglé à l'amiable par les deux parties, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif compétent est celui dans le ressort duquel l'autorité publique contractante a signé le contrat ; c'est-à-dire : le Tribunal Administratif de Toulouse 68 Rue Raymond IV - BP 7007 - 31068 TOULOUSE Cedex 07

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

21 - Clauses complémentaires

21.1 - Circonstances imprévisibles

Lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édition par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par l'acheteur. Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, l'acheteur se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension. Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements.

À défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 46 du CCAG.

21.2 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Travaux
- L'article 5 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Travaux
- L'article 7.2 du CCAP déroge à l'article 9.4.4 du CCAG - Travaux
- L'article 10.1.1 du CCAP déroge à l'article 12.3.2 du CCAG – Travaux.
- L'article 11.3.1 du CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG - Travaux
- L'article 13.1.1 du CCAP déroge à l'article 41.1 du CCAG - Travaux
- L'article 13.1.1 du CCAP déroge à l'article 41.3 du CCAG - Travaux
- L'article 15 du CCAP déroge à l'article 48 du CCAG - Travaux
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 19.2 du CCAG - Travaux
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.1 du CCAG - Travaux
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.2 du CCAG - Travaux
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.4 du CCAG - Travaux
- L'article 17 du CCAP déroge à l'article 8.1.3 du CCAG - Travaux